

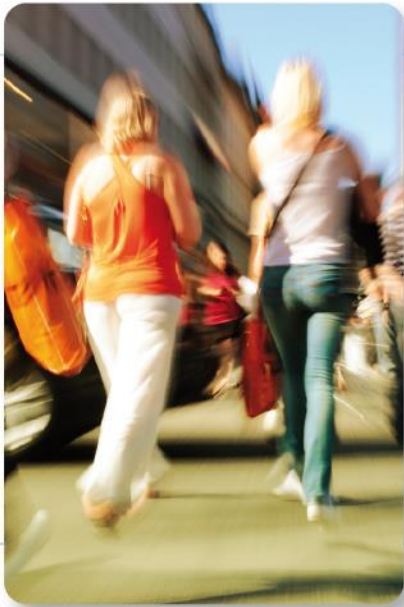


# ALLIANCE DU COMMERCE

AMBITIONS POUR UN COMMERCE INNOVANT

## Comité de liaison DRH du 24 mars 2016

### SOMMAIRE



- Actualité des entreprises
- Informations Alliance du Commerce
- Dossiers d'actualité sociale



# 1. Actualité des entreprises

- Tour de table sur les principaux dossiers sociaux et points particuliers sur:
  - Salaires 2016
  - Entretien de la tenue de travail
  - Obligation d'emploi des travailleurs handicapés
  - Impact de la loi Rebsamen (notamment sur le regroupement des négociations, la DUP et la pénibilité)



## 2. Informations Alliance du Commerce

- Point sur le dialogue social dans les branches

- Habillement succursaliste

Thèmes de négociation pour 2016 :

- 1) Les salaires
- 2) La formation professionnelle
- 3) Le toilettage de la convention collective
- 4) La pénibilité
- 5) La commission paritaire de validation des accords
- 6) Le travail dominical
- 7) Les classifications professionnelles
- 8) Autres thèmes en fonction de l'actualité sociale



## 2. Informations Alliance du Commerce

- Point sur le dialogue social dans les branches
  - Chaussure succursaliste :
    - Négociation sur le passif du FORCO : accord ouvert à la signature



## 2. Informations Alliance du Commerce

- Point sur le dialogue social dans les branches
  - Grands magasins et magasins populaires :
    - Salaires 2016
    - Formation professionnelle (actualisation de l'accord de branche)



## 2. Informations Alliance du Commerce

- **FORCO**: Comblement du passif de l'OPCA
- **FEC** : Signature en cours d'un accord de branche
- **FEH** : Négociation en cours d'un accord de branche
- **UCV** : Gestion directe avec une entreprise (problème en grande partie résolu)



## 2. Informations Alliance du Commerce

- Quelques revendications portées actuellement par l'Alliance :
  - Poser un principe d'**accès sur internet aux actes administratifs** réglementaires pris en application du code du travail et applicables aux entreprises (exemple : arrêtés relatifs aux ouvertures dominicales)
  - **Reconnaître plus largement la notion d'établissement** pour y accroître les droits associés ( ⇔ *étendre ce que nous avons obtenu dans la loi Macron pour les ouvertures dominicales*)
  - **Prendre en compte l'IDCC** (identifiant de CCN) **dans la DSN** pour faciliter l'utilisation et le financement du CPF, mais aussi pour simplifier, améliorer et fiabiliser la production de données de branches.





### 3. Dossiers d'actualité sociale

- Projet de loi El Khomri

#### Calendrier prévisionnel :

- Projet de loi envoyé au Conseil d'Etat : 15 mars 2016
- Présentation de la loi en Conseil des Ministres : 24 mars 2016
- Passage par la commission des affaires sociales de l'Assemblée : début avril 2016
- Examen à l'Assemblée Nationale : début mai 2016
- Transmission au sénat : fin mai – début juin 2016
- Adoption de la loi : juin-juillet 2016



### 3. Dossiers d'actualité sociale

- Projet de loi El Khomri

Principaux changements apportés par le nouveau texte :

1. Incitation au regroupement des branches professionnelles avec la mise en place de commissions paritaires de négociations
2. Nouvelle définition du cadre dirigeant en limitant ce statut aux personnes qui participent directement à la stratégie de l'entreprise
3. Retrait dans le préambule du code du travail des 61 principes énoncés par le comité Badinter
4. Suppression des possibilités de décisions unilatérales sur les forfaits et la modulation du temps de travail pour les PME-TPE



### 3. Dossiers d'actualité sociale

- Projet de loi El Khomri (suite)

5. Limitation du recours au référendum pour les seuls accords portant sur « les questions d'organisation du temps de travail »
6. Précisions apportées aux critères de licenciements économiques en restant sur la base du périmètre national
7. Le barème sur les indemnités prud'homales dans les cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse devient simplement indicatif
8. Renforcement du CPA pour la formation des salariés peu qualifiés
9. Généralisation de la « garantie jeunes » en 2017



### 3. Dossiers d'actualité sociale

- Projet de loi El Khomri

Les points positifs :

- Sécurisation du licenciement pour motif économique
- Légalisation des accords emploi offensifs
- Possibilité pour toutes les entreprises, si un accord de branche l'autorise, de triannualiser par accord le temps de travail
- Dans les TPE/ PME possibilité par décision unilatérale de l'employeur de moduler le temps de travail sur 2 mois (au lieu de 4 semaines aujourd'hui)
- Rationalisation de l'expertise CHSCT
- Possibilité de monter à 46h sur 12 semaines par accord d'entreprise



### 3. Dossiers d'actualité sociale

- Projet de loi El Khomri

Les points négatifs :

- Augmentation de 20% des heures de délégation pour les DS
- Disposition contraignante sur les chefs d'établissement qui ne participent pas à la direction de l'entreprise
- Le contrat de travail doit prévoir les contreparties aux temps d'habillage et de déshabillage
- Nécessité pour les accords de branche portant sur les forfaits jours d'être renégociés
- Extension pour les accords touchant à la durée du travail, les repos, les congés de l'accord majoritaire dans l'entreprise



### 3. Dossiers d'actualité sociale

- Projet de loi El Khomri

Les points imprécis :

- Recours au référendum pour contourner le droit d'opposition des organisations syndicales
- Restructuration des branches
- Extension du champ des accords pouvant être négociés par un salarié mandaté



### 3. Dossiers d'actualité sociale

- Rapport Terrasse

*Synthèse du rapport sur l'économie collaborative – mission confiée à Pascal Terrasse (Février 2016)*

- Mobiliser le compte personnel d'activité (CPA) pour instaurer une véritable portabilité des droits
- Répondre aux difficultés de recrutement de professionnels du numérique dans le secteur de l'économie collaborative
- Favoriser le développement du travail à domicile et sécuriser les droits et devoirs des télétravailleurs



### 3. Dossiers d'actualité sociale

- Plan 500 000
    - Déploiement du plan dans un cadre quadripartite : les conventions régionales devant être signées par le préfet, la région et le Coparef
    - Trois conditions nécessaires pour qu'une convention puisse être signée, notamment la "reconduction par la région en 2016 de son effort de formation"
    - Ces conventions fixeront les objectifs en termes d'actions de formation à réaliser et la fourchette d'intervention financière de l'État, calculée sur un coût moyen de 3 000 €
- ⇒ Si la région ne s'engage pas dans l'opération, Pôle emploi est désigné pour assurer la mise en œuvre

(Enveloppe surtout confiée aux régions)





### 3. Dossiers d'actualité sociale

- Décret travailleurs handicapés du 28 janvier 2016

*Décret n ° [2016-60](#) du 28 janvier 2016 relatif aux modalités d'acquittement partiel de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés*

Sous-traitance auprès de travailleurs handicapés indépendants :

- Possibilités de s'en acquitter partiellement en faisant appel à des **travailleurs handicapés** indépendants pour des contrats de fournitures, de sous-traitance ou de prestations de services
- Le recours aux services de **travailleurs handicapés** indépendants ne peut représenter plus de 50 % de l'obligation légale d'emploi de 6 %, soit 3 % de l'effectif (C. travail, [art. R. 5212-9](#))



### 3. Dossiers d'actualité sociale

- Décret travailleurs handicapés du 28 janvier 2016

*Décret n° [2016-60](#) du 28 janvier 2016 relatif aux modalités d'acquittement partiel de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés*

Périodes de mise en situation professionnelle :

- Possibilité de s'acquitter partiellement de l'OETH en accueillant des **travailleurs handicapés** en périodes de mise en situation en milieu professionnel (définies par la [loi n° 2014-288 du 5 mars 2014](#)) d'au moins 35 heures



### 3. Dossiers d'actualité sociale

- Création de la commission de concertation du commerce
  - Rassemble l'ensemble des acteurs du commerce et sera présidée par la secrétaire d'Etat chargée du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'Economie sociale et solidaire
  - Objectif : un dialogue constructif entre les acteurs (Etat, représentants des entreprises et des organisations syndicales et acteurs institutionnels) autour des prochaines grandes mutations du secteur :
    - l'évolution du commerce face aux évolutions sociodémographiques, aux nouveaux comportements d'achat et aux défis environnementaux
    - la transition numérique, la complémentarité des canaux et la fluidité du parcours client



### 3. Dossiers d'actualité sociale

- Création de la commission de concertation du commerce
  - la prise en compte de l'environnement de l'entreprise (normes, etc)
  - la dynamisation du commerce de centre-ville et l'équilibre des territoires
- Assure la reconnaissance des labels et systèmes de garanties du commerce équitable, précédemment assignée à la commission nationale du commerce équitable (CNCE) aujourd'hui dissoute